



Les Palestiniens ont-ils des droits humains?

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 22 septembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La Palestine n'était pas une terre vide comme le prétend la légende nationaliste israélienne ». Daniel Barenboïm, chef d'orchestre, Musicien, Pianiste

Un conflit séculaire que le monde occidental, mais aussi les Arabes oublient, c'est celui de l'occupation illégale de la Palestine. Se révélant de plus en plus instrument-massue et privilégié du sionisme raciste et d'apartheid, envers le peuple palestinien et ses droits élémentaires fondamentaux, les Etats-Unis d'Amérique (USA), l'Europe et plus largement le monde, ont perdu toute crédibilité en tant qu'autorité morale dans la recherche d'une paix juste et durable au Moyen-Orient et en Palestine. Chacun sait que les Palestiniens ont peu à offrir ni en termes de pétrole et en termes de richesse. Il y a bien longtemps que l'élite palestinienne s'est installée confortablement dans les temps morts, profitant d'une façon directe ou indirecte de tous ces petits avantages qui entretiennent le contact et le statu quo. Quand Gaza n'a pas d'électricité, l'OLP et ses leaders n'en manquent pas. L'étranglement actuel du Programme des Nations unies par les Etats-Unis vise à contraindre les Palestiniens à accepter une solution qu'ils ne peuvent pas refuser à la manière du *parrain*.

Le vrai plan de Donald Trump

Avant de discuter du plan Trump, donnons la parole à la fougue à l'avenir à cette jeunesse palestinienne qui se bat à sa façon avec des moyens dérisoires que sont ses mains mais avec une conviction de fer : «Jérusalem restera la capitale de la Palestine», a déclaré dimanche d'une façon pathétique avec toute la fougue de la jeunesse en banlieue parisienne la jeune Ahed Tamimi, devenue une icône de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne après avoir passé huit mois en prison pour avoir giflé deux soldats. Invitée à la Fête du journal du Parti communiste français L'Humanité, cette adolescente de 17 ans a pris la parole devant des milliers de personnes massées devant la grande scène. «Je veux dire à Trump que Jérusalem restera la capitale de la Palestine», a lancé Ahed Tamimi, faisant allusion à la décision du président américain d'y déménager de Tel-Aviv l'ambassade des Etats-Unis. «Les réfugiés palestiniens, nous n'avons pas besoin de l'argent des Américains, mais de retourner sur notre terre» et de retrouver «notre dignité», a-t-elle ajouté. «Nous devons être unis face à l'occupation», a-t-elle plaidé. Nous ne sommes pas des victimes, nous sommes des combattants pour la liberté», (1)

Qu'en est-il du plan machiavélique concocté par les Etats-Unis? Amine Arefi nous explique la stratégie murement réfléchie de Donald Trump qui a désigné son gendre, sioniste de la première heure comme son représentant du conflit à la hussarde au seul profit d'Israël sans tenir compte de l'avis des Palestiniens: «C'est le «deal le plus difficile à conclure», mais «nous allons y arriver», avait-il déclaré en mai 2017. Pourtant, seize mois plus tard, alors

que le président américain a chargé son gendre et conseiller, Jared Kushner, ainsi que son émissaire spécial, l'avocat Jason Greenblatt, de façonner ce «deal du siècle», aucun plan de paix n'a encore été officiellement présenté par les États-Unis.(...) » (2)

« Si aucun texte n'a été pour l'heure formellement présenté aux Palestiniens, plusieurs initiatives américaines prises depuis décembre dernier ne laissent pas augurer de résolution rapide du conflit séculaire, basée sur le principe de «deux États pour deux peuples» qui fait consensus au sein de la communauté internationale. En décembre 2017, Donald Trump a tout bonnement renversé la table en décidant unilatéralement de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, (...). Qualifiant cette décision de «claque du siècle», le président palestinien a depuis rompu tout contact avec les Américains, estimant que leur décision les a «disqualifiés» de tout rôle de médiateur entre Israéliens et Palestiniens.» (2)

Affamer pour contraindre

«Pour contraindre ces derniers à revenir à la table des négociations, poursuit Amine Arefi, le pensionnaire de la Maison-Blanche a employé la manière forte et usé d'un redoutable levier de pression: l'argent. L'administration Trump s'est tout d'abord attaquée à l'aide directe qu'elle verse à l'Autorité palestinienne. La semaine dernière, Washington a annulé l'essentiel de l'assistance américaine, soit 200 millions de dollars, au profit de «programmes autrement prioritaires ailleurs». (...) «Ceci ne fait que confirmer l'abandon de la solution à deux États et l'adhésion complète à l'agenda anti-paix de [Benjamin] Netanyahu.» À la tête du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, le Premier ministre israélien n'a plus prononcé publiquement les mots «État palestinien» depuis 2009. Étonnamment, Donald Trump s'est bien gardé de toucher aux 61 millions de dollars qu'il a versés cette année aux forces de sécurité palestiniennes pour garantir le bon fonctionnement de la coopération sécuritaire entre Israël et l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Il faut dire qu'en dépit de l'absence de négociations directes entre Palestiniens et Israéliens depuis 2014, celle-ci fonctionne bien, et garantit une relative sécurité à l'État hébreu, en tout cas depuis la Cisjordanie. «Cette coopération sécuritaire n'a jamais été remise en cause», rappelle un diplomate européen. Après avoir réduit l'aide américaine bilatérale à une peau de chagrin, l'administration Trump a décidé vendredi de mettre fin au financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa). Créé en 1948 pour répondre aux besoins des 750.000 Palestiniens expulsés ou qui ont fui leur terre après la première guerre israélo-arabe, l'agence onusienne, qui s'occupe aujourd'hui de 5 millions de réfugiés dans toute la région (notamment à travers l'éducation et la santé, Ndlr), «n'aura plus un sou» d'ici la fin du mois de septembre, a averti son porte-parole, Chris Gunness, soulignant «les conséquences dramatiques et imprévisibles de la décision américaine pour des réfugiés.» (2)

« Au contraire, la fin de l'aide américaine à l'Unrwa a été saluée par Israël qui a toujours accusé l'agence de «perpétuer le conflit» en cultivant l'idée que les réfugiés palestiniens et leurs descendants auraient le droit de retrouver un jour les terres qu'ils ont dû quitter en 1948. Ce «droit au retour», qui a fait l'objet d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU en 1948, est un des autres points d'achoppement du conflit israélo-palestinien, Israël estimant qu'elle menacerait le caractère juif de son État. C'est le Premier ministre Benyamin Netanyahu en personne qui aurait demandé à la Maison-Blanche de couper l'aide américaine à l'Unrwa, L'ambassadrice américaine à l'ONU paraît sur la même ligne. S'exprimant la semaine dernière devant la Fondation pour la défense et la démocratie, un think tank conservateur et pro-israélien à

Washington, Nikki Haley a conditionné la reprise de l'aide américaine à l'Unrwa à la diminution du nombre de réfugiés palestiniens enregistrés par l'agence. (...) À en croire la télévision israélienne, les États-Unis ne souhaiteraient plus accorder le statut de réfugié qu'à 500 000 Palestiniens, soit 10% des cinq millions de réfugiés recensés. Dernier bouleversement en date, la proposition américaine d'une confédération englobant la Cisjordanie et la Palestine en lieu et place du futur État palestinien. cette idée, qui reprend le vieux souhait d'une partie de la droite israélienne d'expulser les Palestiniens en Jordanie (où vivent 70% de Palestiniens), aurait été proposée à Mahmoud Abbas.» (2)

Réfugiés palestiniens: de quoi s'agit-il?

Armin Arefi a recueilli les impressions de Pierre Krähenbühl le commissaire général de l'Unrwa.: «Il avertit des risques de radicalisation et d'exode des réfugiés palestiniens après la suspension de l'aide américaine à l'agence de l'ONU. L'an passé, dit-il les États-Unis ont contribué à l'Unrwa à hauteur de 364 millions de dollars pour des activités telles que le service à l'éducation, la santé, ou les appels d'urgence (humanitaires, Ndlr). Or, cette année, la contribution américaine n'est que de 60 millions de dollars.(...) Nous faisons tout pour d'abord éviter qu'il y ait le moindre effet direct sur les réfugiés. Cela a été possible pour les deux premiers mois de l'année. En effet, les autres donateurs, une quinzaine de pays et d'institutions, nous ont soutenus en avançant à janvier ou février leur contribution annuelle, qui était parfois prévue pour le mois de mai ou d'août.(...) Nous possédons des partenariats solides avec l'Arabie saoudite, les Émirats et le Koweït. L'Arabie saoudite était en 2017 le troisième donateur de l'Unrwa, derrière les États-Unis et l'Union européenne. Nous espérons établir un partenariat entre les pays européens, les pays du Golfe, les pays asiatiques et d'Amérique du Nord afin de surmonter le déficit.» (3)

«La population des réfugiés palestiniens qui se trouvent en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban a déjà des conditions de vie extrêmement difficiles à cause de l'occupation des territoires palestiniens ou du conflit en Syrie. (...) Cette année, je peux dire qu'il y a 300 millions de dollars en moins pour un système d'éducation qui scolarise un demi-million d'élèves en danger. Donc oui, on peut se préoccuper d'un risque accru de radicalisation. Avec tous les risques sécuritaires, la dernière chose qu'il faut est de déstabiliser l'un des principaux fournisseurs d'éducation au Moyen-Orient. (...) c'est un scandale international, car ce sont des gens qui sont hautement éduqués, qui ont un esprit d'entreprise et des capacités de créativité extraordinaires. Or ils sont aujourd'hui réduits à recevoir cette aide alimentaire à cause du blocus de Gaza parce que les différents secteurs de l'économie ont été détruits et balayés. l'Unrwa fournit un service d'éducation à un demi-million d'élèves.» (3)

Le sionisme politique

Seule réaction occidentale, Les Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (Cjpmo) s'opposent à la décision du président américain Donald Trump de mettre fin au financement de l'office de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

«C'est un triste stratagème de la part de Trump pour marginaliser davantage les Palestiniens, afin de donner l'avantage politique à Israël, l'allié américain», a déclaré Thomas Woodley, président de Cjpmo. «Le Canada doit suivre l'exemple de l'Allemagne et du Japon, et s'engager à augmenter son financement à l'Unrwa afin de contrebalancer la décision des États-Unis... Le financement actuel du Canada représente moins de 2% (4)...»

Pour Mohamed Elbachir la situation actuelle est analogue à celle du feuilleton des Mille Et Une Nuits qui permet d'une certaine façon d'endormir les Palestiniens jusqu'à la disparition de leur cause. Il écrit:

«Après l'exécution de sa femme pour cause d'adultère, le roi de Perse, Sharyar, décide d'épouser chaque jour une vierge qu'il fait exécuter au lever du matin après la noce. Toutes les femmes étant perfides aux yeux du roi, Shéhérazade, fille aînée du grand vizir décide de mettre fin à ce massacre en se mariant avec le roi. Le soir venu, elle raconte une histoire fascinante au sultan sans la terminer. Son époux avide de connaître la suite, lui laisse la vie sauve pour une journée de plus. Ce stratagème dura mille et une nuits au bout desquelles le sultan abandonna sa résolution.. » (5)

« Il va sans dire que ce roi est cette Autorité palestinienne à qui «l'Occident judéo-chrétien» raconte une histoire interminable. De narration en narration, cette Autorité nationale palestinienne, semble croire à une fin de l'histoire où le divorce à l'amiable est possible. Nul besoin d'adhésion du peuple palestinien, elle est Autorité du fait que la «Communauté internationale» lui reconnaît une légitimité et que l'occupant daigne en fonction des circonstances politiques s'asseoir à la même table. S'asseoir pour enrichir d'une nouvelle énigme l'histoire de la veille. La même histoire de terre où le quémandeur est le propriétaire. La question palestinienne est intrinsèquement liée à l'impérialisme occidental et son corollaire le sionisme politique qui, depuis, s'est affranchi, bombe atomique aidant, de son créateur européen.» (5)

Une première remarque d'actualité s'impose. En déclarant que l'Etat d'Israël est l'Etat-Nation des juifs, les dirigeants israéliens ne font qu'exprimer leurs fidélités à l'idée originelle du sionisme politique. Une vérité que le premier chef du gouvernement israélien, David Ben Gourion, énonce sans état d'âme dans les termes suivants:

«Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerai jamais un accord avec Israël. C'est normal: nous avons pris leurs pays.» Si la comédie des «négociations» cesse, alors le projet d'une Palestine libre, démocratique et laïque, patrie pour les trois monothéismes telle définie dans la Charte de l'OLP d'avant sa «liquidation» deviendrait une conséquence logique. Une telle hypothèse signifie «mettre fin aux divisions entre les différentes fractions palestiniennes, de les rassembler autour d'une Résistance globale qu'il faut développer et généraliser sous toutes les formes, à la fois populaires et militaires.» (5)

Nous en sommes loin ! Pendant ce temps là Israël comme à son habitude fait fi de ce que pensent les autres . Elle dépossède chaque jour les Palestiniens de leurs terres pour rendre irréversible l'occupation Israël construit 1000 nouveaux logements sur des terres palestiniennes

Robert Fisk s'indigne du statu quo actuel qui fait qu'Israël fait ce qu'elle veut :

«Chaque semaine il y a mort d'homme sur la barrière de séparation à Gaza pour la «marche du retour» qui n'intéresse plus personne maintenant que les médias occidentaux ont décidé d'étouffer la Palestine. Pendant ce temps-là, le rouleau compresseur de la colonisation avance sous l'oeil indifférent du monde et de la complicité impuissante des Etats arabes. Le gouvernement israélien a annoncé un nouveau programme de développement de sa colonisation massive de la Cisjordanie occupée. Les plans de 1000 nouveaux «logements» dans les «lotissements» juifs - ce sont les mots qu'ils utilisent pour parler de ce

qui est en fait un vol de terres – sont maintenant prêts, a-t-il dit mercredi, et l’approbation finale a été donnée pour 382 autres. Aujourd’hui, 600.000 Israéliens juifs vivent dans environ 140 colonies construites sur des terres appartenant à un autre peuple. Il y a une sorte de voile de normalité qui recouvre tout ce qui touche au dernier conflit colonial du monde et qui se traduit par l’indifférence aux chiffres et la mollesse des réactions à l’énorme entreprise de construction en territoire palestinien. Le retour à la terre biblique d’Israël n’est pas la seule justification officielle de la multiplication des colonies en Cisjordanie. S’y ajoute parfois celle de punir les Palestiniens»(6).

Même les éléments de langage pour qualifier la colonisation brutale inhumaine ont graduellement évolué. On doit faire apparaître sous un jour quasi-normal cette occupation illégale d’après une vingtaine de résolutions toutes aussi bafouées les unes que les autres.

«Prenez les remarques pusillanimes, poursuit Fisk, de Madeleine Albright, alors secrétaire d’État, lors d’une tournée au Moyen-Orient en 1997. Elle a exhorté Israël à «s’abstenir de tout acte unilatéral», y compris de «ce que les Palestiniens perçoivent comme l’expansion provocatrice des colonies de peuplement, la confiscation des terres, la démolition des habitations et la confiscation des pièces d’identité». Les colonies, le vol de terres – qu’elle appelle confiscation – et la saisie de papiers d’identité, dans le vocabulaire d’Albright, sont devenus simplement «ce que les Palestiniens perçoivent comme provocateur». (...) Nous avons dû nous battre contre tous ces éléments de langage de la colonisation: «Les «faits établis sur le terrain», est une expression inventée par les Israéliens, George W. Bush a parlé des «nouvelles réalités sur le terrain», dans sa lettre infamante de 2004 à Sharon, «lotissements», «quartiers», «banlieues», «centres de population» – tout cela construit dans une Cisjordanie qu’il est désormais interdit d’appeler «territoires occupés» selon l’ancien secrétaire d’État américain Colin Powell qui a décrété qu’il fallait dire: «Territoires contestés.» (...) Dans ces «territoires contestés», il y a eu bien sûr des «attaques terroristes» lorsque les Palestiniens attaquaient les Israéliens, mais des «affrontements meurtriers» lorsque les Israéliens tiraient sur les Palestiniens. Le mur n’était pas un mur, mais une «barrière» ou une «clôture», (...) Même Barack Obama, dans son panégyrique du Caire il y a neuf ans, a parlé du «déplacement» et de la «dislocation» des Palestiniens, plutôt que de leur dépossession et de leur exil (...).» (6)

Pour clôturer ce catalogue des avanies, les autorités américaines ont ordonné dimanche, à l’ambassadeur palestinien aux Etats-Unis, Husam Zomlot, de quitter «immédiatement» le pays. Le visa de l’envoyé de l’OLP et ceux des membres de sa famille ont été révoqués, «et les autorités américaines lui ont demandé de quitter immédiatement le pays, alors que leurs visas sont encore valides jusqu’en 2020».

Il est curieux que l’Occident néolibéral représenté par les Etats Unis et d’une certaine façon par l’Europe des hommes politiques actuels croient que tout s’achète et de cette façon pour la cause du peuple palestinien, ils ont toujours à la bouche : Combien ? Combien vous voulez pour enterrer la cause palestinienne pas d’une façon brutale mais par petites touches par la corruption des élites du peuple palestiniennes à qui rien ne manque en terme de confort en territoire « palestinien » aussi bien à Gaza qu’à Ramallah avec la chaude protection d’Israël . Allez demander cela aux jeunes palestiniens qui chaque année, tout à tour font le devoir en allant se faire canarder sur la barrière de séparation par des snipers anonymes . Les dirigeants américains, ne s’y sont pas trompés , ils étranglent financièrement le programme de charité des Nations Unies mais l’OLP gardienne de la police pour le compte du colonisateur n’a pas eu à souffrir en terme de crédits et de moyens de

répression... du peuple palestinien s'il venait à protester..

Il faut espérer qu'un jour des élites politiques intransigeantes émergent à la manière de Gandhi pour amener par la non violence le colonisateur à sortir sur ce qui reste de la Palestine originelle (18%) pour permettre aux Palestiniens de vivre en paix et de se rêver des destins autres que celui de survivre sous les bombes dans la honte et le dénuement. Sombres jours pour le peuple palestinien qui n'a pas de pétrole à offrir mais il a des idées. La société palestinienne comme la société syrienne et irakienne sont des sociétés civilisées dont leurs ancêtres ont vu l'enfance de l'humanité ! Petite information à côté d'Ahed Temmimi sa fougue et sa jeunesse, il y a une élite scientifique. L'un des meilleurs physiciens palestiniens participe à un programme de recherche sur la physique des particules. A ce même programme participent une dizaine de nations dont des Turcs des Italiens, des Iraniens des Egyptiens et des Israéliens !!!

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger

Source de l'image à la Une
: <http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2018/01/05/appel-2018-le-temps-de-la-palestine/>

Notes

1. <https://www.tsa-algerie.com/ahed-tamimi-jerusalem-restera-la-capitale-de-la-palestine/>

2. Armin Arefi Israël-Palestine: le vrai plan de Donald Trump Le Point.fr 03/09/2018

3. http://www.lepoint.fr/monde/refugies-palestiniens-le-cri-d-alarme-du-directeur-de-l-unrwa-06-03-2018-2199983_24.php

4. http://www.cjpme.org/pr_2018_09_02

5. Mohamed El Bachir

<https://reseauinternational.net/le-sionisme-politique-est-synonyme-de-la-negation-de-l-indigene-palestinien/> 03 septembre 2018

6. Robert Fisk

<https://arretsurinfo.ch/israel-construit-1000-nouveaux-logements-sur-des-terres-palestiniennes-qui-sen-iront-à-digne/>

Article de référence http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/300300-la-palestine-n-a-pas-de-petrole.html Jeudi 20 Septembre 2018

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca